



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Une-analyse-pessimiste>

Débat

Une analyse pessimiste ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1117 - février 2011 -

Date de mise en ligne : samedi 19 mars 2011

Date de parution : février 2011

Description :

Guy Evrard ayant trouvé quelque pessimisme dans l'article "De l'aliénation à la libération" (GR 1116)...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'article de Bernard Blavette, intitulé De l'aliénation à la libération, paru dans La Grande Relève 1116, a suscité les réflexions suivantes de la part de Guy Evrard :

L'article de Bernard Blavette autour du livre de Frédéric Lordon, Capitalisme, désir et servitude, qui emprunte à la philosophie de Spinoza, est une source de culture que la clarté du texte rend abordable. Remercions la GR de nous proposer de tels outils de réflexion. Un texte fort ouvre évidemment des opportunités d'échanges. Je n'en retiendrai qu'une ici, quitte à revenir plus tard sur le sujet si une discussion s'engage avec les lecteurs.

En dépit de son titre et des avancées proposées vers la fin du texte, l'analyse me semble profondément pessimiste alors que, fondamentalement, la volonté des peuples, au cours de l'histoire humaine, de sortir de l'aliénation, devrait susciter plutôt l'optimisme. C'est donc sous l'effet de ce pessimisme ambiant que je perçois un jugement sans appel de notre système politique actuel lorsque Bernard évoque la recherche « d'une radicalité qui ne se traduirait pas seulement par ces vaines gesticulations que savent si bien mettre en scène syndicats réformistes et partis politiques déliquescents, mais qui reposerait sur une compréhension "à la racine" des phénomènes de domination et de servitude, tant il est vrai que l'on ne peut combattre efficacement que ce que l'on conçoit parfaitement ».

Il me semble que l'histoire de notre peuple et celle des grands mouvements populaires des 18-19-20èmes siècles à l'échelle de la planète, avec les approches théoriques qui les ont accompagnés (Marx, Engels, les acteurs de la révolution de 1917, pour ne citer qu'eux) fournissent des éléments de réflexion au moins aussi consistants que ceux de leurs adversaires. Certes, à chaque génération, l'ouvrage doit être remis sur le métier, mais notre époque, avec certains de ses penseurs et ses moyens de culture et de communication largement démultipliés, continue d'enrichir le bagage théorique et la GR y contribue. Je ne partage donc pas l'idée que l'incompréhension à la racine des phénomènes de domination et de servitude, au moins par une minorité susceptible d'intervenir sur le terrain politique et social, soit à l'origine de l'apparente résignation actuelle. Le mouvement d'opposition à la contre-réforme des retraites, à l'automne dernier, a montré au contraire un potentiel d'analyse collectif capable de faire ressurgir l'évidence toujours actuelle de la lutte des classes (voir la GR1115).

En revanche, le langage, les arguments, la stratégie, l'objectif et, pour tout dire, l'utopie, doivent être renouvelés. En effet, après la disqualification du projet socialiste de l'URSS et la chute du mur de Berlin, avec l'exemple de la Chine aujourd'hui, le mythe d'une classe ouvrière éclairée exerçant un pouvoir démocratique non moins lumineux s'est effondré. Et si le projet social reste juste et d'une évidente actualité, si le renversement du capitalisme demeure l'urgente nécessité, c'est l'avenir de l'humanité elle-même qui est maintenant en péril avec la question écologique. La lutte des classes ou tout simplement la lutte politique doit donc intégrer cette dimension universelle si elle veut être crédible. André Gorz l'avait bien compris (voir la GR1112) et d'autres, plus récemment et parfois moins révolutionnaires, comme Alain Hayot (voir la GR1092), Dominique Bourg (voir la GR1106) ou Edgar Morin l'ont aussi montré. Le défi dépasse certes la vieille Europe, mais le passé de celle-ci lui confère peut-être encore une responsabilité particulière.

Alors, bien sûr, il est facile de considérer comme « vaines les gesticulations (...) des syndicats réformistes et partis politiques déliquescents ». Ces formations sont cependant des formes constitutionnelles de notre démocratie représentative, chèrement acquise, et il me paraît dangereux de laisser entendre qu'elles sont définitivement dépassées, même si je partage l'observation qu'on ne peut attendre d'elles aujourd'hui la mise en oeuvre des changements majeurs évoqués précédemment. La nécessité d'un élargissement de notre démocratie au-delà de la forme représentative est devenue une évidence et elle n'aboutira probablement qu'au terme de fortes pressions populaires. Mais nous savons bien qu'en l'absence de structures organisées capables de mettre rapidement en oeuvre les bases des transformations souhaitées, qui commenceraient sans doute par l'élection d'une assemblée

constituante, les risques d'une contre-révolution sont immenses, tant il est vrai que l'oligarchie qui détient le pouvoir économique et en même temps manipule le pouvoir politique, n'abandonnera pas ses privilèges dans le respect de la démocratie.

Probablement, les citoyens ressentent-ils cette situation et accordent-ils aujourd'hui plus de prix que par le passé à la vie humaine, ne consentant plus guère au sacrifice. Quoi qu'il en soit, la bataille doit demeurer celle des idées, dans la paix civile. Ce sont les citoyens qui feront bouger le système politique dans son ensemble. Ils auront les structures politiques qu'ils méritent ou qu'ils exigent. N'attendons donc pas des organisations politiques et syndicales qu'elles entraînent les citoyens, mais au contraire qu'elles portent leurs exigences, jusque dans les représentations élues. Cela passe non pas par le discrédit de leur comportement actuel mais par la capacité du peuple à faire émerger dans ces organisations des femmes et des hommes porteurs d'une analyse partagée, et conscients de leurs responsabilités. Lors du conflit sur les retraites, la social-démocratie, acquise au libéralisme, est restée inaudible et les formations syndicales ont suivi les salariés. La pression de ces derniers est finalement demeurée insuffisante, probablement parce que nous avons aussi perdu le sens de la puissance collective, mais c'est un autre point du texte de B. Blavette.